

Géopolitique : derrière les apparences...

Étude ■ Laurent D'Altoe ■ Juin 2016



« Désordonné ; c'est ainsi que je qualifierais l'état actuel du monde dans la mesure où l'équilibre bipolaire qu'on lui connaissait autrefois s'est effondré et où aucun ordre nouveau n'est venu s'y substituer. Les Etats-Unis n'ont plus ni les moyens ni la volonté de régenter l'ensemble de la planète, on ne peut encore parler de monde multipolaire étant donné qu'il n'existe toujours pas d'équivalent à la puissance américaine et qu'aucune véritable gouvernance mondiale, tant sur le plan économique que stratégique, n'a émergé. On se retrouve donc aujourd'hui face à un monde en recomposition. Un monde relativement chaotique également, ponctué de crises et de conflits qui se succèdent mais qui, contrairement à certaines idées reçues, restent moins nombreux aujourd'hui qu'ils n'étaient il y a une vingtaine d'années. Le fait qu'ils soient aussi visibles, aussi médiatisés et commentés s'explique surtout par le fait que nous y sommes plus sensibles : les guerres nous paraissent beaucoup moins supportables qu'il y a quelques décennies, ce qui témoigne de la fin d'un certain fatalisme au sein de l'opinion ».

Pascal Boniface¹

¹ Géopolitologue français. Extrait d'interview dans « Lenouveleconomiste.fr », 26/02/2014.

Introduction

Etymologiquement, le terme « géopolitique » vient du grec ancien *géo*, qui signifie la terre, et du mot *polis* qui concerne la cité et les citoyens.

La géopolitique est l'étude de l'influence des facteurs géographiques, économiques, sociaux et culturels sur la politique des Etats et sur les relations internationales.

Sujet compliqué certes, mais qui influence notre vie quotidienne et qui mérite d'être placé au centre des débats publics. C'est un enjeu de citoyenneté.

Nous n'aurons certainement pas la prétention de dresser ici un tableau, même incomplet des différentes crises qui agitent notre monde. De même, certaines lectures et orientations pourront apparaître comme partielles et partiales. Malgré tout, le fait de se poser des questions quant à la manière dont nous « lisons » ces événements peut participer à la construction d'un espace de réflexion sur ces matières difficiles.

La vision des tensions internationales finit par influencer la manière dont on considère nos communautés d'origine étrangère présentes dans nos pays

Un exemple parmi d'autres : la grille religieuse avancée comme source d'explication dominante de certaines tensions et conflits au Moyen-Orient finit par modifier la manière dont on appréhende l'Islam et les musulmans d'Europe. C'est en quelque sorte l'importation de conflits extérieurs dans les mentalités. Nous aurons largement l'occasion d'y revenir dans le cadre du conflit syrien.

L'attrait de certaines « causes » internationales auprès de jeunes Européens

L'Etat islamique (EI ou Daech) exerce un attrait non-négligeable sur certains jeunes qui, bien que n'ayant souvent approché le fait religieux que de manière lointaine, deviennent acteurs du « Jihad ». Là aussi, deux facteurs jouent : la proximité de ces personnes par rapport à nos sociétés (ce qui déclenche notre intérêt) et le danger qu'ils peuvent représenter par l'entremise d'actes terroristes.

Notre intérêt sélectif par rapport à la géopolitique

L'Europe s'intéresse au conflit syrien à partir du moment où elle se trouve directement ou indirectement impactée par ce dernier (afflux de candidats-réfugiés, attentats...) Dans le même ordre d'idée, la distance géographique et les liens passés ou présents qu'un pays peut entretenir avec un autre conditionnent aussi cet intérêt (d'où notre affinité « belge » pour la République Démocratique du Congo (RDC) qui se marque beaucoup moins pour le Congo-Brazzaville, par exemple).

Mettre en évidence d'autres facteurs explicatifs

Si les éléments religieux et socio-ethniques peuvent constituer des points d'attention, ils sont souvent « l'arbre qui cache la forêt ». Derrière ce paravent, se dissimulent des mécanismes économiques d'exploitation trop peu mis en exergue. A ce sujet la course aux matières premières –et au pétrole–, que se livrent actuellement les grandes puissances est interpellant.

Si l'on compare la liste des points de tensions avec les ressources pétrolières prouvées et exploitables (voir carte ci-dessous), il apparaît assez rapidement que les zones sensibles sont aussi celles sous lesquelles se trouve l'essentiel des nappes. Cette énergie étant fossile, il y en aura de moins en moins... De surcroît, ces régions vont ou sont déjà touchées par d'autres fléaux tels que le manque d'eau potable.

Réserves de pétrole



Source : SlidePlayer.fr

« Les hydrocarbures sont aujourd'hui, et malgré l'accent mis sur les énergies renouvelables, des contributeurs majeurs du mix énergétique mondial. Ces énergies fossiles, par définition limitées, sont inégalement réparties dans le monde et engendrent de ce fait de nombreuses tensions. Les hydrocarbures ont toujours été au centre de stratégies géopolitiques ; pacte du Quincy², enjeux des décolonisations, rôle de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) durant la guerre du Kippour, contrechoc pétrolier de la fin des années 80 destiné à achever l'URSS; les exemples sont nombreux. ».³

² Pacte scellé le 14/02/1945, par lequel les Américains garantissent au monarque saoudien et à ses successeurs une protection militaire sans faille en échange d'un accès aux gisements pétroliers.

³ Hugo Toupin : « La géopolitique des hydrocarbures », le 6 avril 2014.

La Syrie, miroir sanglant

Dans la mouvance des « Printemps arabes », le peuple syrien (notamment les jeunes et les femmes) se révolte contre le dictateur Bachar el Assad. Un soulèvement « classique » donc d'une population qui aspire à davantage de libertés. Rien de religieux à priori. Même le fait que le pouvoir soit alaouite (chiite), face à une population majoritairement sunnite, ne constitue pas le seul déterminant de la révolte.

Rapidement cependant, le président el Assad décide de réprimer dans le sang la colère populaire. Débute alors une guerre civile qui oppose, dans un premier temps, l'armée régulière à une résistance qui regroupe de nombreuses franges de la société. Depuis lors, on compte plus de 250 000 morts, essentiellement civils, dans une relative indifférence au sein de la communauté internationale.

En 2014, l'Union européenne commence (enfin) à s'intéresser à la situation, notamment en raison d'une arrivée importante de personnes fuyant le conflit (plus de 4 millions de déplacés). Les récents attentats de l'Etat islamique sur le sol français et belge ont évidemment contribué de manière non-négligeable à ce regain d'attention de la part du public.

La montée en puissance des radicaux islamistes a fini par aboutir à la mainmise de l'Etat islamique, méga-groupe terroriste présent sur plusieurs Etats (Syrie, Irak, Libye,...), ce qui a contribué à surévaluer l'importance du fait religieux. De par sa vision sanglante et délirante de l'Islam, ses membres contribuent à donner une dimension religieuse à un conflit qui, rappelons-le, a commencé comme une révolte d'un peuple contre un pouvoir dictatorial.

Généralement, plus notre intérêt occidental direct est présent, plus la volonté d'intervenir directement (et militairement) sur les zones de tensions se fera sentir.

L'Etat islamique en quelques dates :

2000 : Abou Moussab al-Zarqaoui fonde Jama'at al-Tawhid wal-Jihad.

2004 : Zarqaoui joint Al Qaeda. Son groupe est surnommé « Al Qaeda en Irak ».

2006 : mort de Zarqaoui, création de l'Etat islamique en Irak (EI).

2010 : mort des dirigeants de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi prend la direction.

2012 : l'EI fonde une branche syrienne, le Front Al Nosra.

2013 : l'EI devient EIL : l'Etat islamique en Irak et au Levant (acronyme arabe : Daech). Le Front Al Nosra refuse d'y être intégré.

2014 : l'EIL proclame l'établissement d'un califat dirigé par Al Baghdadi sur les territoires conquis en Irak et en Syrie

Cet Etat islamique ne pourrait pas exercer son terrible pouvoir de nuisance sans des ressources financières conséquentes : « l'EI aurait la main sur des actifs dont le montant est estimé à 2 000 milliards de dollars (1 800 milliards d'euros), chiffre qui intègre notamment la valorisation des

richesses globales des zones qu'il contrôle, dont les ressources pétrolières et gazières. L'Etat islamique peut également revendiquer des revenus annuels de 2,9 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros). A titre de comparaison, le budget des Talibans, par exemple, est évalué entre 53 millions et 320 millions de dollars (entre 49,7 et 300,3 millions d'euros), et celui du Hezbollah entre 160 millions et 363 millions de dollars (entre 150,1 et 340,7 millions d'euros). »⁴

Outre les grands classiques de ce type de financement (divers impôts forcés, trafic d'œuvres d'art, pillages systématiques,...), le pétrole occupe une place prépondérante dans les finances de ce groupe terroriste. Il est aussi vrai que les revenus de l'or noir chutent depuis quelques mois, suite aux pertes de terrain qu'enregistre l'Etat islamique. « En mars 2016, les recettes mensuelles du groupe jihadiste s'élevaient à 56 millions de dollars alors qu'à la même période en 2015, elles avoisinaient les 80 millions de dollars (71 millions d'euros). C'est ce que révèle un rapport de l'Institut Jane's Information basé à Londres et qui appartient au groupe américain de sécurité IHS. Les principales ressources des terroristes (pétrole, taxes et confiscations de logements) sont en baisse de 30%. Une chute fortement liée aux frappes aériennes de la coalition menée par les Etats-Unis et la Russie. L'organisation terroriste a perdu près du quart de son territoire. Il y a donc forcément moins de monde à taxer.

Pour compenser cette baisse des finances, le groupe a créé de nouveaux impôts comme la taxe sur la réparation des antennes paraboliques. »⁵

Tout est bon pour Daech afin de soutenir sa guerre. Et si le groupe perd régulièrement du terrain depuis quelques mois, sa capacité de nuisance demeure importante, entre autres via l'organisation d'attentats meurtriers partout dans le monde.

Intervention humanitaire ?

En 2013, la France décide de mener l'opération militaire « Serval » au Mali. But officiel : aider les Maliens dans la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram (mouvement terroriste salafiste du Nigéria). Mais derrière ce noble voile humanitaire, se cachent des raisons beaucoup plus pragmatiques : « L'uranium du Niger voisin est exploité par la société française AREVA. Il s'agissait donc de sécuriser cet approvisionnement très important pour les centrales nucléaires de l'Hexagone. Car depuis l'indépendance du pays en 1960, des accords secrets lient la France et le Mali pour cette exploitation qui dans les années 80 représentait 40 % de la production mondiale et 90 % des exportations du Niger ! À des prix aux tiers inférieurs au prix mondial ! »⁶

⁴ Mathilde Damgé : « Esclavage, rançons, pétrole, pillage...Comment l'Etat islamique se finance », in « Le Monde », 19/11/2015.

⁵ Franck Mathevon : « A cause de revenus en forte baisse, Daech invente de nouveaux impôts », France Info, 18/04/2016 (<http://www.franceinfo.fr/actu/monde/article/les-revenus-du-groupe-etat-islamique-ont-chute-de-30-depuis-l-ete-2015-783349>)

⁶ Etienne Servant : « Les mines du roi Areva », in « Mediapart », 01/12/2013.

Sans minimiser le pouvoir de nuisance des groupes tels que Boko Haram ou encore AQMI (Al Qaeda au Maghreb islamique), on constate que les motivations françaises ne sont sans doute pas uniquement humanitaires, un grand classique des relations internationales... Dans le même ordre d'idées, on intervient (ou pas) contre certains dictateurs que lorsque ces derniers cessent de servir des intérêts occidentaux et capitalistes. Saddam Hussein fut considéré comme « utile » dans le cadre de la guerre Iran-Irak (1980-1988), idem pour Kadhafi ou encore Pinochet... C'est ce que l'on nomme pudiquement la « realpolitik ».

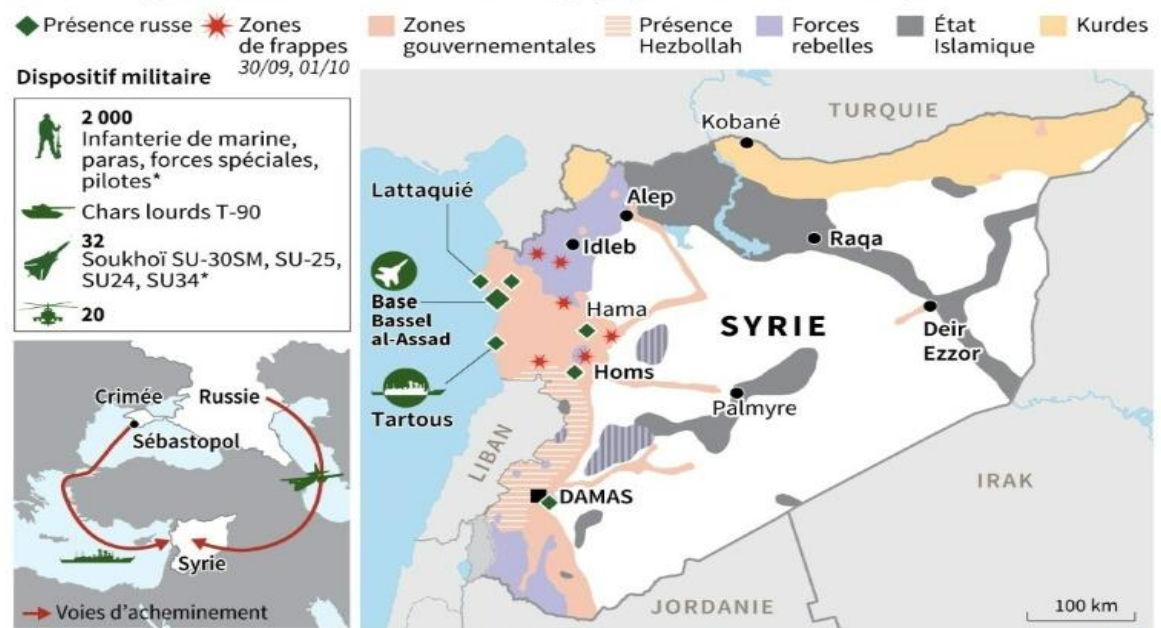
Et que dire des bombardements menés en Syrie par les différentes puissances (Russie, Etats-Unis et France principalement) ?

La lutte contre les fanatiques de Daech semble être le point commun des différentes actions militaires menées. Cependant, un rapide coup d'œil sur la carte ci-dessous montre que les cibles et les arrières-pensées diffèrent.

Jusqu'aux attentats du 13 novembre 2015, les frappes aériennes russes (en mauve) se concentraient essentiellement sur les rebelles combattant Bachar el Assad. Cette tactique ne tenant aucun compte du devenir des habitants, mais bien des options géostratégiques russes, notamment la sécurisation de la base navale de Tartous, débouché méditerranéen essentiel pour la flotte russe (voir schéma ci-dessous).

Déploiement et frappes russes en Syrie

Nouvelles frappes russes, Moscou a annoncé avoir déployé plus de 50 avions et hélicoptères



Sources : Services de sécurité syriens, ISW

*Estimations chiffrées de sources américaines

AFP

Source : AFP

Loin des yeux, loin du cœur... des médias

D'une manière générale, les conflits et les tensions internationales sont également fonction du focus médiatique et des appétits particuliers des uns et des autres, comme le rappelle Pierre Conesa : « *Partout, de petits conflits oubliés continuent de faire d'innombrables victimes, loin des caméras et dans l'indifférence du « monde civilisé ». La fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique ont abouti à un « désintérêt international » pour toutes ces « zones grises » dont le contrôle n'est plus un enjeu économique ou stratégique, pour toutes ces guerres dont la capacité de nuisance à l'échelle internationale est limitée. Se dessine ainsi une nouvelle division entre un « monde inutile », dont la stabilité ne justifie pas la mort d'un seul soldat occidental et un « monde utile » sur lequel se concentre l'intérêt des puissants ».*⁷

Qui se soucie de la déstabilisation croissante de larges pans du Mexique sous les coups conjugués des narco-trafiquants et de la corruption ? Qui se pose encore la question de l'avenir de la Somalie depuis le tragique fiasco de l'opération Restore Hope en 1992-93 ? Notons qu'une attention particulière fut à nouveau portée à ce pays, parmi les plus pauvres, quand des pirates somaliens commencèrent à menacer nos intérêts. Pour rappel, en 2010-2011, certains pêcheurs locaux somaliens ont commencé à se reconvertir en pirates attaquant des bateaux de pêche et surtout les cargos étrangers et pétroliers. C'est oublier un peu vite les causes profondes qui ont amené ces pêcheurs à se tourner vers ce type d'action, à savoir le pillage systématique des ressources halieutiques par des navires-usines coréens, iraniens ou encore yéménites : « *En faisant cela, ils dépouillent les pêcheurs de leur moyen de subsistance et le gouvernement d'un précieux revenu. Une enquête de six mois sur la pêche illégale réalisée l'année dernière par Adeso, une association de développement durable qui se concentre sur la Somalie, a révélé que près de 90 pour cent des pêcheurs somaliens interrogés avaient repéré des bateaux de pêche étrangers près de la Côte ».*⁸

Si actuellement, les principales zones de tension sont situées au Moyen-Orient, certains autres points « chauds » du monde sont curieusement mis en veilleuse, soit par éloignement géographique (Indonésie, Mexique...) soit par manque d'intérêt direct des puissances occidentales. Qui, chez nous, se s'inquiète de ce qui se passe en Colombie depuis des années (attaques de paramilitaires, guerre des narco-trafiquants...) ? Une région du monde qui, a contrario, intéresse beaucoup les Etats-Unis, proximité oblige...

On ne saurait passer sous silence la dégradation continue de la place de l'information internationale dans les médias. Une relégation qui n'est pas sans influence (néfaste) sur la présentation des

⁷ Pierre Conesa : « Une géographie du « monde oublié » », in « Le Monde Diplomatique », mars 2001.

⁸ Catrina Stewart : « Les pirates somaliens sont sur le point de revenir », Vice News, 03/11/2015.

informations : « *La dégradation de la qualité de l'information internationale participe donc des évolutions internes à la profession de journaliste, qu'il s'agisse du triomphe des logiques commerciales au détriment des logiques informationnelles (et de ses conséquences sur le travail des journalistes), de la précarisation du métier de journaliste, ou encore de la prime accordée à la « polyvalence » et donc à la dé-spécialisation. Ces évolutions ne sont pas sans conséquence sur les formations, les attentes et les motivations des journalistes eux-mêmes, la nouvelle division du travail journalistique produisant une homogénéisation des profils et des aspirations : pourquoi se consacrer à des questions qui, malgré le prestige de certains « grands noms », sont de plus en plus dévalorisées par les propriétaires et les directions des médias dominants ? L'information internationale devient de plus en plus une information comme les autres... ».*⁹

Comment, dans cette optique, s'étonner de la simplification outrancière de certains sujets ?

Quelles causes ?

Les facteurs de tensions géopolitiques sont nombreux et s'entrecroisent. Mais la lecture qu'en font les médias demeure le plus souvent partielle, dans la mesure où ces derniers osent de moins en moins la complexité.

Un processus semblable est également à l'œuvre quand certains cercles de pouvoir privilégient l'un ou l'autre de ces facteurs, afin, le plus souvent, de servir leurs intérêts propres.

Pour reprendre le exemple syrien, il est sans doute plus facile de focaliser l'attention sur les exactions de Daech que de pointer du doigt un régime alaouite qui fut soutenu par la Russie tout en étant le « meilleur ennemi des Etats-Unis ».

Ce rapprochement profite donc clairement au dictateur : « *Lors d'un entretien avec une mission de parlementaires français à Damas le 27 mars 2016, Bachar el-Assad a déclaré que Barack Obama était quelqu'un avec lequel on pouvait s'entendre, et qu'il était donc préférable d'aboutir à un accord avec lui plutôt qu'avec son successeur. Il compte sur les Etats Unis pour faire pression sur leurs alliés régionaux, Turquie et Arabie Saoudite, afin qu'ils retirent leurs soutiens à la rébellion. En échange, il daignera faire quelques réformes cosmétiques, mais il compte surtout sur la peur de l'extension régionale du conflit, le terrorisme et les flots de réfugiés qui menacent l'Union européenne, pour arriver à ses fins. Car l'UE est fragilisée par les conséquences de la crise syrienne, les partis extrémistes progressent partout et mettent à mal la cohésion des alliés européens de Washington, ce qui profite naturellement à Moscou. A défaut*

⁹ Julien Salingue : « L'actualité internationale : une information maltraitée », Acrimed, 15/02/2016

*de faire tomber le maître de Damas, l'UE est de plus en plus tentée de traiter avec lui, puisqu'il est la source du problème il pourrait être aussi la conclusion ».*¹⁰ Bel exemple de cynisme international...

De même, d'autres facteurs moins connus et liés à l'environnement influencent de plus en plus les relations internationales : « *Le cas syrien, en particulier, a fait l'objet de plusieurs travaux, cherchant la part prise par le climat dans la situation actuelle. Francesca de Châtel (université Radboud de Nimègue, aux Pays-Bas), spécialiste des questions de gestion de l'eau au Proche-Orient, en a livré une chronique saisissante, publiée en janvier 2014 dans la revue Middle Eastern Studies. Le scénario combine un cauchemar environnemental à une incurie à peu près totale du gouvernement syrien dans la gestion de ses conséquences.*

Entre 2007 et 2010, favorisée par le réchauffement en cours, une sécheresse d'une sévérité jamais vue depuis le début des relevés météorologiques s'installe sur la région. Les Nations unies estiment que 1,3 million de Syriens en sont affectés. En 2008, pour la première fois de son histoire, la Syrie doit importer du blé. L'année suivante, plus de 300 000 agriculteurs désertent le nord-est du pays faute de pouvoir poursuivre leur activité. Car non seulement il ne pleut pas, mais un grand nombre de nappes phréatiques, surexploitées depuis les années 1980, sont à sec... En 2010, 17 % de la population syrienne est en situation d'insécurité alimentaire.

*Bien sûr, les déterminants environnementaux n'invalident nullement les autres – religieux, politiques, ethniques, etc. –, habituellement mis en avant. Mais leur rôle est clair : comment penser que la destruction partielle de la production primaire d'un pays puisse être sans effet aucun sur sa stabilité et la sécurité de ses voisins ? ».*¹¹

L'élément ethnique est encore largement surreprésenté lorsque l'on évoque les plaies du continent africain (voir ci-après). Parmi ces dernières, le Soudan et ses multiples crises furent souvent présentés, jusqu'à la partition du pays en 2011, comme une lutte entre un nord « arabe » et des peuples « africains » au sud. Mais là encore, le pétrole dont le pays est gorgé (aiguillant l'appétit, énorme, des grands compagnies occidentales et chinoises) a joué, et joue encore, un rôle déterminant dans la déstabilisation de la zone.

La religion a bon dos...

Si l'élément religieux demeure présent dans les tensions du Moyen-Orient, il n'en demeure pas toujours le déterminant essentiel. Une illustration parmi d'autres : le conflit israélo-palestinien. Ce dernier est avant tout un conflit pour la terre entre les colonisateurs (les Israéliens) et les colonisés (les

¹⁰ Fabrice Balanche : « Bachar el Assad garde encore la main », The Washington Institute, 13/04/2016.

¹¹ Stéphane Foucart : « Climat d'insécurité », in « Le Monde », 23/11/2015.

Palestiniens). Un affrontement extrêmement long et complexe dont la religion était singulièrement absente jusqu'à la fin des années 90. L'arrivée du Hamas et la montée des partis nationalistes religieux en Israël a cependant contribué à brouiller la donne. Un éclairage biaisé qui fut largement diffusé dans une Union européenne engoncée dans son islamophobie. Pourtant, l'explication est infiniment plus complexe, comme le rappelait Leila Shahid : « *Alors que les récentes violences à Jérusalem menacent de prendre une tournure confessionnelle, Leila Shahid estime que le conflit israélo-palestinien n'est pas une guerre de religion. « Le conflit n'est pas entre juifs et musulmans. C'est un conflit entre une force d'occupation et un peuple sous occupation », affirme-t-elle à L'Orient-Le Jour. Malgré le fait que de nombreux Palestiniens fustigent régulièrement « les juifs », Mme Shahid affirme que, dès le début, Yasser Arafat a refusé catégoriquement cette distinction, estimant qu'il fallait combattre l'occupation israélienne et non pas la religion juive. « Si distinction il y a, ce sont les Israéliens qui la font, en s'identifiant à leur religion par rapport aux autres religions chrétienne et musulmane », ajoute Mme Shahid. »¹²*

Autre explication : l'affrontement sunnites-chiites qui parcourt tout le Moyen-Orient depuis des siècles. Si cette tension entre les deux grandes familles de l'Islam¹³ est génératrice de conflits, elle ne peut à elle seule constituer l'unique explication.

« Depuis le déclenchement des révoltes dans le monde arabe, début 2011, le jeu de la simplification continue. A Bahreïn, les manifestants sont décrits comme des « chiites » manipulés par l'Iran contre les gouvernants sunnites. C'est oublier les citoyens de confession chiite partisans du pouvoir en place, comme ceux de confession sunnite qui sympathisent avec la cause des opposants. Au Yémen, la révolte houthiste des partisans de la dynastie royale qui a longtemps gouverné ce pays n'est vue que comme un phénomène « chiite », dû exclusivement à l'influence de l'Iran. »¹⁴

¹² Leila Shahid : « Le conflit israélo-palestinien n'est pas entre juifs et musulmans », 25/11/2014.

¹³ « A sa mort en 632, Mohammed n'avait pas désigné de calife. Deux camps s'affrontent.

Les futurs chiites choisissent Ali, le jeune cousin et gendre du Prophète au nom des liens du sang.

Les futurs sunnites lui préfèrent un homme plus âgé, Abou Bakr, pour respecter les traditions tribales. Ils sont majoritaires et auront le dernier mot.

(in « Géopolis », 30/03/2015).

¹⁴ Georges Corm : « Pour une analyse profane des conflits », in « Le Monde Diplomatique », février 2013.

Sunnites/Chiites : quelques chiffres

Egypte

Musulmans sunnites : 90 %

Chrétiens coptes : 6%

Arabie Saoudite

Musulmans sunnites : 97%

Musulmans chiïtes : 2,5%

Jordanie

Musulmans : 95% (majorité sunnites)

Chrétiens (tous rites) : 5%

Soudan

Musulmans sunnites : 70%

Croyances locales : 20%

Chrétiens : 5%

Autres : 5%

Syrie

Musulmans sunnites : 75%

Musulmans alaouites : 11%

Chrétiens (tous rites) : 10%

Druzes : 4 %

Emirats arabes unis

Musulmans sunnites : 87%

Musulmans chiïtes : 13%

Koweït

Musulmans sunnites : 79%

Musulmans chiïtes : 21%

Chrétiens, Hindous, Parsi et autres : 15%

Qatar

Musulmans sunnites : 95%

Musulmans chiïtes : 10%

Afghanistan

Musulmans sunnites : 84 %

Musulmans chiïtes : 15 %

LES PAYS A FORTE PROPORTION CHIITE

Iran

Musulmans chiïtes : 80 % (Chiïsme religion d'Etat)

Liban

Musulmans sunnites : 22%

Musulmans chiïtes : 25%

Druzes : 8%

Chrétiens (tous rites) : 41%

Irak

Musulmans chiïtes : 51%

Musulmans sunnites : 46%

Chrétiens (divers rites) : 3%

Yémen

Musulmans sunnites : 55%

Musulmans chiïtes (zaydites) : 45%

Bahreïn

Musulmans chiïtes : plus de 50%

Musulmans sunnites : 31 %

Si nous reprenons l'exemple palestinien, le Hamas au pouvoir à Gaza est considéré comme sunnite, mais son principal allié régional demeure l'Iran, grand bastion du chiisme... : « *Créé par trois militants proches des frères musulmans (Mohammed Taha, Ahmed Yassin et Abdel Aziz al-Rantissi), le Hamas est à l'origine une organisation sunnite. Mais très vite dans son histoire, il est influencé par l'axe chiite (Iran-Syrie-Hezbollah) qui tente d'unifier la résistance arabe contre Israël au Moyen-Orient. Le Hamas est ainsi soutenu matériellement et financièrement par l'Iran, seul pays à majorité chiite de la zone, par le Hezbollah, organisation chiite très active au Liban (elle aussi soutenue par Téhéran) et dans une moindre mesure par la Syrie de Bachar el-Assad (issu lui-même d'une minorité chiite, les alaouites).* »¹⁵

On ne peut donc passer sous silence l'instrumentalisation politique de cette fracture religieuse. En effet, les deux grandes puissances régionales que sont l'Iran (chiite) et l'Arabie saoudite (sunnite) instrumentalisent ces vieux clivages pour des buts moins avoués de contrôle régional. Cette opposition « chiïtes-sunnites » perd d'ailleurs beaucoup de son impact dès que l'on quitte le Proche-Orient. En Europe et en Asie, par exemple, cette distinction ne préoccupe pas du tout les croyants qui se considèrent avant tout comme musulmans.

Une fois de plus, les situations complexes sont passées au « filtre » d'une simplification d'autant plus dangereuse qu'elle favorise des clivages en dehors même des zones concernées par ces tensions et, par conséquent... crée d'autres tensions.

¹⁵ « Hamas, la bande de Gaza, le Fatah, les Chiïtes,...3 clés pour comprendre », in L'Internaute.com, 21/07/2014.

Le terrorisme comme « exportateur » des conflits

Les récents attentats de Paris et Bruxelles ont mis en lumière l'exportation de conflits jusqu'au coeur de nos cités considérées jusque-là comme des havres de paix.

Tout d'abord, il n'est pas toujours aisé de trouver une définition commune du terrorisme. On est toujours le terroriste de quelqu'un... Comme les nazis qui, pendant l'Occupation, traitaient les résistants de « terroristes ».

On peut cependant retenir ceci : *« Le terrorisme désigne l'usage de la violence par certaines organisations politiques pour atteindre leurs objectifs : faire pression sur l'Etat, contraindre une population à l'obéissance, médiatiser une cause, promouvoir une idéologie... Le terrorisme peut prendre la forme d'attentats, d'assassinats, d'enlèvements, de sabotages, d'actes d'intimidation, etc. Au-delà des victimes directes, qui sont souvent des civils, le terrorisme cherche à frapper l'opinion publique à l'intimider, en instaurant un climat de terreur et de peur. »*¹⁶

On peut aussi distinguer le fait de choisir des cibles symboliques (une personne connue, un édifice particulier) et un terrorisme aveugle cherchant avant tout à faire, de manière indifférenciée, un maximum de victimes.

Dans le cas précis des attentats de Paris et Bruxelles, il s'agissait pour l'Etat islamique de créer un climat de tension pouvant provoquer, à terme, une guerre civile entre musulmans et non-musulmans. Ce ne fut (heureusement) pas le cas mais on ne peut nier une montée générale de la méfiance envers tout ce qui touche à l'islam : *« Le 13 novembre a peut-être marqué un tournant dans l'histoire de l'islamophobie en Belgique. Depuis les attentats de Paris, et tous les événements qui ont suivi, dont le « lockdown » de Bruxelles, le Collectif contre l'islamophobie en Belgique (CCIB) a remarqué une augmentation de la gravité des actes anti-musulmans.*

*Les propos islamophobes sur la Toile prennent désormais la forme de véritables appels au meurtre. Ensuite, des jeunes femmes en foulard qui se faisaient insulter en rue se font maintenant agresser. La nature des faits est donc nettement plus préoccupante », abonde Patrick Charlier le directeur francophone du Centre interfédéral pour l'égalité des chances. »*¹⁷.

On peut donc se poser des questions quant à la pertinence de réflexions polémiques telles que celles du ministre de l'Intérieur Jan Jambon (NV-A) qui déclarait, sans preuve particulière, que des musulmans avaient « dansé » après les attentats de Bruxelles.

¹⁶ Dictionnaire politique « La Toupie » (<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Terrorisme.htm>)

¹⁷ « L'islamophobie devient de plus en plus violente », in « Le Soir », 18/12/2015.

Car cette stigmatisation d'une communauté, induite par un contexte international extérieur qui s'invite chez nous par le biais d'attentats, nourrit elle-même les conversions radicales auprès de jeunes qui, dès lors, peuvent ressentir cette exclusion comme sans issue, sauf celle d'un hypothétique Jihad en Syrie ou ailleurs.

Cette stigmatisation profite également aux populistes de tout poil qui n'hésitent pas à montrer du doigt à la fois les réfugiés en provenance de pays musulmans (voir point suivant) et les communautés d'origine étrangère locales ; avec, en miroir, les discours communautaristes.

Daech a également contribué à obscurcir le tableau. Il s'agit bien sûr d'un mouvement radical religieux, mais pas seulement. Car une grille de lecture uniquement religieuse ne permet de comprendre l'engouement de ce mouvement auprès de certains jeunes. En fait, ce mouvement extrémiste se nourrit de ses propres contradictions, surfant à la fois sur la modernité (notamment par ses méthodes de communication), tout en puisant dans des racines plus anciennes (califat, nationalisme panarabisme...). Bref, il fournit aux candidats-jihadistes ce qu'ils veulent y trouver : tribalisme, sentiment religieux exacerbé. Il est donc difficile de ne parler que de radicalisation quand on évoque les jeunes Européens attirés par les sirènes mortifères de Daech : *« Ce mouvement est un problème culturel, mais pas seulement. Il traduit l'absence de réformes religieuses et les rigidités d'une langue arabe devenue langue de bois. Mais Daech illustre aussi un savoir-faire télévisuel dans un contexte de profusion de fatwas. Il est l'illustration d'un problème économique et de développement, mais pas seulement. Syndrome de la crise de la jeunesse de certains quartiers des grandes villes frappées par le chômage. Il est aussi le syndrome des inégalités dans la destruction des richesses dans le système néolibéral »*.¹⁸

Quant au profil des jeunes tentés par l'Etat islamique, il est complexe et multifactoriels, comme le rappelait récemment un islamologue connu : *« Ce qui frappe Olivier Roy, c'est que cette génération n'est pas inspirée principalement par le salafisme mais se trouve "dans une perspective suicidaire, nihiliste, non utopiste », qui ne fait aucune référence à un conflit particulier. Sa violence est mise en scène par Daech. « On a appris que les exécutions sont répétées (...), qu'il y a un metteur en scène, que les textes sont répétés", dit-il à propos des macabres vidéos d'exécutions que l'organisation diffuse sur la Toile. En quelque sorte, Daech serait venu puiser "dans un réservoir existant" dans les pays européens, enrôlant des jeunes issus de l'immigration qui se donnent un rôle de « héros vengeur » dans un monde quasi-virtuel et qui se sont rebellés contre la religion de leurs parents. »*¹⁹

Des personnes qui, de surcroît, n'étaient pas de grands pratiquants, avant de se convertir brutalement. Le schéma ci-dessous tente de montrer la multiplicité des profils, avec pour toile de fond, une extrême jeunesse.

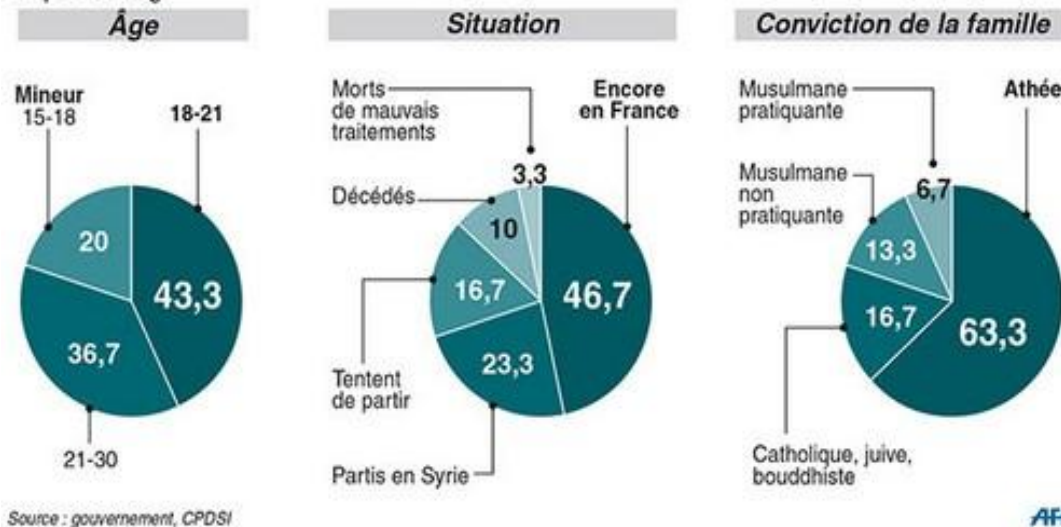
¹⁸ « Un mouvement attrape-tout », in « Al-Hayat », le 24/11/2015.

¹⁹ Olivier Roy : « La plupart des djihadistes sont des born again », in « La Libre Belgique », 19/04/2016.

Le profil des candidats jihadistes

Étude sur 40 familles en contact avec le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI) depuis février

En pourcentage



Source : AFP

Les réfugiés comme boucs-émissaires

Tout d'abord, il convient de redonner la définition du réfugié au sens de la Convention de Genève: « Une personne qui, par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. (Convention de Genève du 28 juillet 1951). »

Ce rappel théorique nous semble utile dans la mesure où, depuis l'arrivée de nombreux réfugiés en provenance de Syrie et des régions limitrophes en 2014-2015, des amalgames (volontaires ?) ont été opérés entre migrants, réfugiés, migrants économiques...

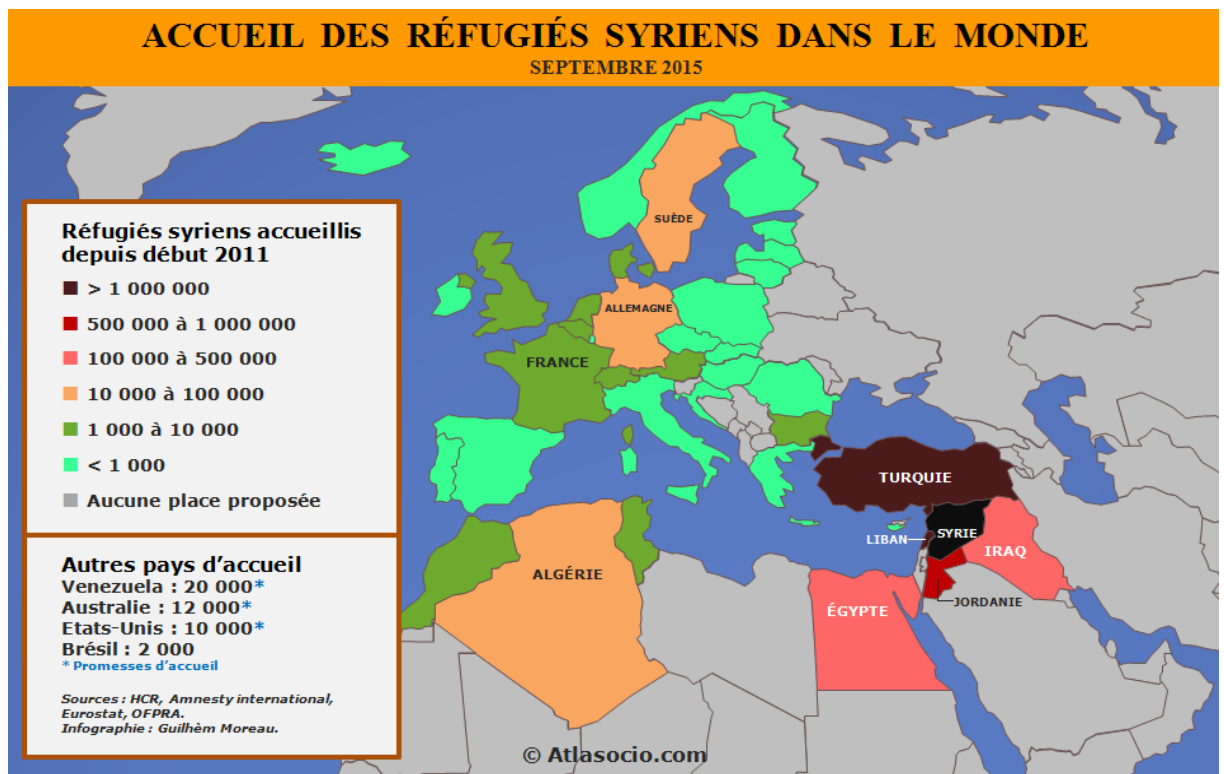
Le terme « migrant », notamment, demeure sur-utilisé car il permet de rester vague et d'éviter de mettre en avant le fait que le statut de réfugié est officiellement reconnu par la Belgique, signataire de cette fameuse Convention de Genève. Une adhésion qui engage notre pays à accueillir ces gens menacés dans leur zone d'origine, n'en déplaît à la NV-A. Cette dernière, par la voix de Bart de Wever, ne se prive d'ailleurs pas de critiquer ce texte international : « la Convention garantit un même accès à la sécurité sociale que celui qui vaut pour les propres ressortissants du pays d'accueil, a-t-il expliqué. "Mais la sécurité sociale de 1951 n'est pas comparable à l'actuelle. Certains pays ont développé un

système de sécurité sociale très généreux et ouvert, et la Convention offre aujourd'hui une porte d'entrée aux réfugiés qui viennent l'intégrer. »²⁰

Une situation particulièrement dramatique pour des réfugiés syriens qui fuient les exactions de Daech et du régime pour finalement se retrouver mis au ban de l'Europe à cause du climat créé par des attentats fomentés... par Daech.

On comprend dès lors mieux l'instrumentalisation de la situation par les tenants du discours sur « l'envahissement » et le « chaos » soi-disant lié aux réfugiés. Soulignons à ce propos que les chiffres de demandes d'asile 2015 pour la Belgique sont certes plus importants, mais que l'on n'atteint pas, par exemple, les quelque 42.691 demandes de 1999-2000.

On peut encore moins parler « d'envahissement » ou de « chaos » quand on voit (schéma ci-dessous) que la plupart des réfugiés syriens et irakiens restent dans les pays limitrophes. Et au Liban, un habitant sur quatre est un réfugié...



Source : Atlasocio.com

Récemment, le flux de réfugiés arrivant sur le territoire européen a fait l'objet de marchandages d'autant plus vils qu'ils vident de toute humanité le « problème des migrations ». La Turquie se voit verser 6 milliards d'Euros et, en échange, cette dernière accepte que la Grèce renvoie sur son territoire les candidats « illégaux » à l'immigration. L'Union européenne, dans sa grande bonté, accepterait de son côté un certain nombre de réfugiés syriens « légaux » en provenance de cette même Turquie. Le

²⁰ « Demandes d'asile : Bart de Wever veut adapter le Convention de Genève », in « La Libre Belgique », 22/09/2015.

Président Erdogan profite aussi de l'aubaine pour monnayer une réouverture des négociations d'entrée de son pays dans l'Union. Quant aux droits de l'homme, plus personne n'évoque le sujet...

L'Union européenne, de son côté, pense surtout à sécuriser ses frontières, tout en fermant pudiquement les yeux sur les drames humains qui se jouent quotidiennement en Mer méditerranée. Rien que pour les deux dernières semaines de mai 2016, 2.000 migrants, dont de nombreux enfants, ont péri noyé, dans une quasi indifférence : « *Pourtant, face à cette tendance à la hausse, et malgré les nombreux naufrages de ces derniers jours, l'Europe persiste dans une logique strictement sécuritaire. Après la fermeture de la route des Balkans et l'accord avec la Turquie, la dernière proposition pour renforcer le verrouillage de la forteresse européenne est venue d'Italie : le gouvernement italien a en effet émis l'idée d'instaurer des centres d'enregistrement des migrants... en pleine mer. Des bateaux militaires seraient ainsi reconvertis en «hot spots» flottants qui permettraient de trier les «vrais» réfugiés des migrants économiques sur les lieux de leur sauvetage, en l'occurrence au large de la Sicile* »²¹.

Comble du cynisme : les dirigeants des pays de l'Union veulent éviter l'arrivée massive de réfugiés issus de pays que ces mêmes Etats européens ont parfois contribué à déstabiliser.

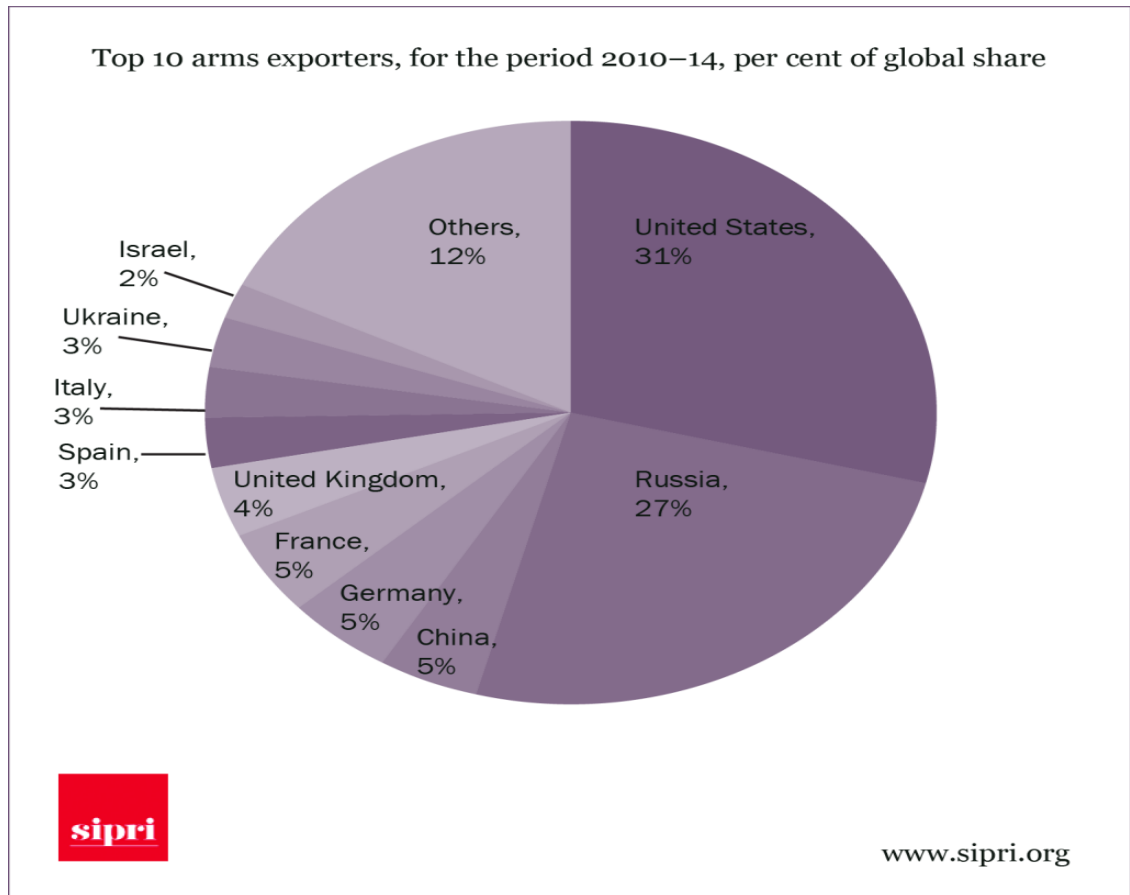
Des armes, encore des armes !

Il est souvent ironique de constater que les grands Etats, tellement prompts à dénoncer les injustices et autres massacres dans le monde, sont souvent les plus gros vendeurs d'armes en tout genre : « *La Chine a dépassé l'Allemagne et la France pour devenir le troisième exportateur mondial d'armes, selon des statistiques publiées par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Les chiffres, qui portent sur une période de cinq ans (2010-2014) afin de faire apparaître les grandes tendances, indiquent que sur le marché de l'armement "les États-Unis ont nettement pris la tête" (31% des exportations) devant la Russie (27%).*

Les trois suivants arrivent loin derrière, avec quelque 5% des exportations chacun. D'après le Sipri (Stockholm International Peace Research Institute), "la France aurait été troisième" si elle avait livré fin 2014 un navire Mistral que la Russie n'a pas obtenu du fait du conflit dans l'Est de l'Ukraine. »²²

²¹ Maria Malagardis : « Naufrages en Méditerranée, L'Europe ne pense qu'à se protéger », in « La Libre Belgique », 03/06/2016.

²² « Quels sont les principaux pays exportateurs d'armes ? », dépêche AFP, 16/03/2015.



Source : www.sipri.org

Difficile, dans ces conditions, de passer pour un preux chevalier lorsque que l'on surarme certaines régions qui, comme si cela ne suffisait pas, sont souvent les plus instables en matière de sécurité. Et ce n'est pas le gouvernement français qui démentira : en effet, en 2015, le pays a pulvérisé son record de ventes d'armes avec près de 16 milliards d'euros. Et quand on demande au ministre de la Défense ce qu'il pense de l'Arabie Saoudite, un gros client, Jean-Yves Le Drian balaie toute critique : « *L'Arabie Saoudite est «un partenaire» de la France, même si ce pays «n'a pas la même conception des droits de l'homme que nous, nous le savons»²³. Les affaires sont les affaires...*

On se souviendra également des remous qu'avaient provoqués en 2002 la licence d'exportation octroyée par la Belgique pour 5.500 fusils mitrailleurs Minimi (FN Herstal) au Népal, alors que ce petit pays était en proie à une grande instabilité.

Plus près encore, les récentes contrats signés entre l'Arabie Saoudite et le Région wallonne ont également provoqué pas mal de questions éthiques quant à ce type de transaction, avec, comme c'est souvent le cas en Belgique, un petit relent communautaire : « *Le 10 janvier 2015, le vice-Premier ministre Kris Peeters a pris position pour l'interruption des exportations d'armes vers l'Arabie saoudite en raison « des tensions grandissantes entre l'État saoudien et la République islamique d'Iran ». Mais en*

²³ Anne-Laëtitia Béraud : « Ventes d'armes records enregistrées par la France en 2015, à 16 milliards d'euros », 20minutes.fr

Belgique, le commerce des armes n'est plus une compétence fédérale mais régionale. Au niveau wallon, le ministre-président, Paul Magnette, assure approuver les ventes d'armes vers l'Arabie saoudite au terme de « procédures extrêmement rigoureuses » mais n'hésite pas à rappeler l'argument économique – l'expertise wallonne et les milliers d'emplois – pour justifier ces exportations. Du côté flamand, le ministre-président Geert Bourgeois s'est dit opposé à un embargo général. La Région flamande doit, elle aussi, ménager un partenaire économique important, notamment dans le secteur de la pétrochimie et du dragage ».²⁴

On retrouve finalement là, la vieille opposition entre éthique et l'économie.

Un cas d'école : la crise ukrainienne

Fin 2013, l'Ukraine traverse une crise politique grave qui va opposer la minorité russophone de cet Etat (17% de la population, concentrée dans la partie Est) et le pouvoir central.



Source : Libération

Dans ce climat « post » Guerre Froide, les séparatistes russophones seront soutenus politiquement et militairement par la Russie de Vladimir Poutine. Il n'en faudra pas plus à certaines hommes politiques occidentaux pour mettre en avant une analyse (très) simplifiée que l'on peut résumer comme suit : le vilain président russe veut reconquérir du territoire et attaque la pauvre et innocente Ukraine désireuse de se défaire définitivement de l'influence post-soviétique. On s'en doute, c'est un peu plus complexe, comme le souligne Pascal Boniface, directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques: « L'Ukraine a toujours été partagée entre ces deux pôles d'influence : la Russie et l'Europe. C'est une division classique et assez ancienne que révèlent de manière exacerbée les soulèvements des

²⁴ Christophe Stiernon : « Ventes d'armes à l'Arabie saoudite : complicité de crime de guerre ? », GRIP, 20/01/2016

dernières semaines, mais cela ne doit pas être perçu comme un retour quelconque à la guerre froide. Pas plus que la Chine, la Russie ne cherche pas à exporter un quelconque modèle national, elle n'offre aucun système collectif alternatif aux États-Unis par exemple. Tout ce que veulent ces puissances, c'est prendre la tête de la course mondiale. On n'est plus dans des systèmes idéologiques qui s'affrontent, mais dans une logique de rivalités nationales (...) La Russie, dont on oublie trop le type d'humiliation – à la fois sociale, économique et politique – qu'elle a subi dans les années 1990, avec un PNB réduit de moitié, une influence largement diminuée sur le plan international, etc, veut retrouver son influence. Pour Poutine, il s'agit de faire en sorte que la Russie soit respectée, quitte à ce qu'elle soit crainte et non aimée. (...) On a encore trop tendance à voir les choses de façon manichéenne : les bons d'un côté, les méchants de l'autre ; nous d'un côté, eux de l'autre... Ce logiciel de lecture très « guerre froide » ne fonctionne pas dans un monde aussi pluriel et divers que le nôtre ».²⁵

Le modèle autoritaire du pouvoir « poutinien » demeure très contestable, mais il faut tenir compte d'autres facteurs aggravants tels que la pression grandissante de l'Otan aux marges de la Russie ou encore la grave crise économique que connaît l'Ukraine depuis des années. Dans ce contexte, l'Ukraine aura sans doute bien du mal à choisir un modèle exclusif de relations internationales, balançant entre le « Partenariat oriental » proposé par l'Union européenne et l'union douanière mise en avant par Moscou. Un équilibre délicat qui est loin d'être trouvé.

Et l'Afrique ?

Voilà un continent qui fait l'objet de tous les fantasmes. Dès qu'un problème (re)surgit, les mêmes termes sont utilisés quant aux causes apparentes de ce dernier: tribalisme, luttes ethniques et religieuses, catastrophe humanitaire... Une fois encore, les facteurs induisant certaines instabilités continentales ne peuvent se résumer au problème unique d'une ethnie en combattant une autre, comme le rappelle Yann Bedzigui : « Il est difficile de nier que les tensions ethniques ou religieuses n'existaient pas avant les conflits en Afrique. Cependant, ces tensions constituent rarement l'élément déclencheur du conflit. Loin d'être un élément structurant des conflits, l'appartenance ethnique ou religieuse s'avère avant tout un outil de mobilisation pour des mouvements rebelles et des gouvernements contestés en quête de soutien populaire »²⁶.

Souvent, le rôle des structures politiques héritées de l'époque coloniale sont aussi de nature à attiser des tensions :

- Centralisme des institutions inadapté au pays qui laisse des pans entiers de territoires « oubliés » de l'administration et de la vie socio-économique.
- Sentiment « national » très diffus.

²⁵ Pascal Boniface : « Partout dans le monde, l'opinion prend le pouvoir », in « Le Nouvel Economiste », 26/02/2014.

²⁶ Yann Bedzigui : « Les conflits en Afrique, une résolution improbable », in « Afri 2008 », vol. 9, juillet 2008, p.161.

- Ingérence des pays voisins dans des affrontements locaux.
- Présence de richesses naturelles qui peut également jouer un rôle.

Un exemple parmi d'autres : « *Dans l'Est du Congo, le contrôle de l'Ituri et des Kivus par les différents mouvements rebelles et leurs parrains ougandais et rwandais a donné lieu à une exploitation accélérée des minéraux comme l'or, le coltan... L'exploitation des ressources s'avère pernicieuse pour la mise en oeuvre d'un processus de paix et s'érige rapidement en facteur de prolongation du conflit* »²⁷.

Et quand, en 1994, plus de 800.000 Tutsis et Hutus modérés sont massacrés, la Belgique découvre, après l'assassinat de 10 de nos para-commandos, toute l'horreur d'une situation dont les conséquences sont directement liées aux politiques coloniales menées dans ces régions. En effet, l'administration belge favorisera très longtemps la minorité tutsie du Rwanda, tandis que les Hutus resteront cantonnés à des tâches subalternes. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette même administration, vers la fin des années 50, tentera aussi de se rapprocher des Hutus afin de contrer les velléités indépendantistes dans le pays. Diviser pour mieux régner...

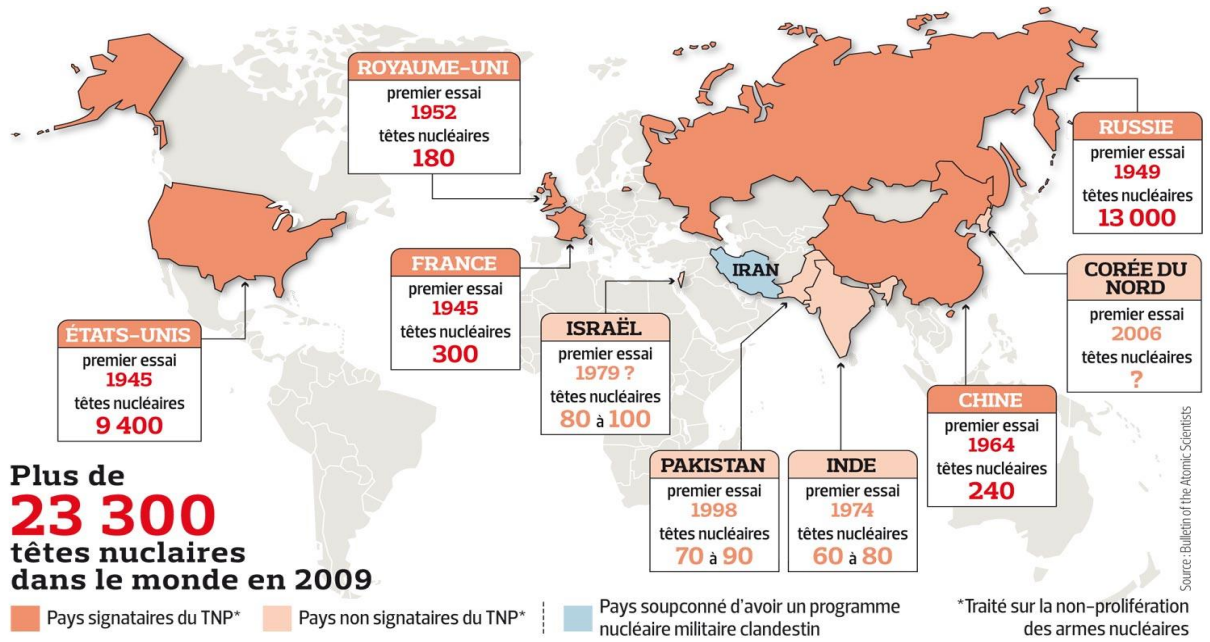
Cette instrumentalisation des tensions ethniques n'est d'ailleurs pas que l'apanage des anciennes puissances coloniales désireuses de garder la main sur certaines régions de l'Afrique. Le Burundi, pour ne citer que cet Etat, est au bord du chaos total depuis des mois. L'actuel président Nkurunziza a entamé un troisième mandat présidentiel contesté, le tout dans un climat de violences politiques. Dans cette ambiance délétère, l'actuel chef de l'Etat semble avoir décidé de jouer avec le feu : « *Les militaires tutsis issus de l'ancienne armée sont, depuis 2015, la cible du pouvoir, qui cherche à se rallier la population hutue en réveillant les anciennes rivalités ethniques, dont l'apaisement était pourtant le principal succès des deux mandats constitutionnels de M. Nkurunziza.* »²⁸

Le nucléaire : à géométrie variable

L'Iran et la Corée du Nord sont régulièrement remis sous les feux de l'actualité. L'Iran désirant acquérir de la technologie nucléaire (civile dans un premier temps), les Etats-Unis continuent à s'y opposer de toutes les manières. Quant au régime de Pyongyang, il aurait réussi récemment plusieurs essais atomiques d'ampleur variable (entre 2 et 20 kilotonnes). Une menace, certes, à ne pas sous-estimer mais qui semble peser bien peu face à la puissance nucléaire des 2 « grands ». L'Union Soviétique n'a-t-elle pas fait exploser, en 1961, une bombe de ... 50.000 kilotonnes ?

²⁷ Yann Bedzigui, op.cit.

²⁸ Marie France Cros : « Une nouvelles vague de violence est à craindre au Burundi », in « La Libre Belgique », 03/06/2016.



Il apparaît clairement qu'un Iran doté d'une ou plusieurs armes nucléaires représenterait un facteur de déstabilisation supplémentaire au Moyen-Orient. Cependant, alors que l'attention se porte surtout sur ce pays en cette matière, on n'entend aucun commentaire sur un autre programme nucléaire : celui d'Israël : « A l'heure actuelle, Tsahal déploierait entre 100 et 200 têtes nucléaires, estiment la plupart des experts. Israël possède toute la gamme des vecteurs pouvant délivrer une arme nucléaire : des bombardiers F15 et F16, des missiles sol-sol Jericho, développés à partir d'un engin fourni par Dassault, et sans doute des sous-marins capables de tirer des missiles de croisière. De même que l'Inde et le Pakistan, Israël n'est pas signataire du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le pays n'est donc, légalement, pas soumis aux contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Contrairement, par exemple, à l'Iran. »²⁹

Deux poids, deux mesures, toujours...

L'environnement, l'enjeu !

Comme déjà évoqué pour la Syrie, les facteurs environnementaux, souvent occultés, vont avoir une influence d'autant plus importante que leur dégradation provoque des tensions nationales et internationales, généralement masquées par d'autres éléments.

L'accès à l'eau potable, par exemple, constitue un souci majeur, provoquant déjà bien des problèmes autour des ressources hydriques du bassin du Tigre et de l'Euphrate et de la vallée du Jourdain. Au

²⁹ Jean-Dominique Merchet : « Le secret de polichinelle de la bombe atomique en Israël », in « Libération », 13/12/2006.

Maghreb et dans le Sahel, l'accroissement démographique va également accélérer la course aux ressources alimentaires primaires.

Comme l'exploitation des ressources n'est jamais très loin, le réchauffement climatique implique aussi que des régions du monde, auparavant inaccessibles, vont dorénavant faire l'objet de toutes les convoitises, comme l'Arctique : « *L'Arctique est actuellement le cas d'école par excellence des conséquences du changement climatique sur les relations internationales. (...)*

L'Arctique n'est pas seulement un thermomètre du changement climatique. Les tensions géopolitiques s'observent également dans ces latitudes, notamment lorsque les relations se tendent entre la Russie et les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). (...) Le changement climatique a ouvert de nouvelles opportunités économiques dans l'Arctique. L'accès aux ressources naturelles (les hydrocarbures, de nombreux minerais parmi lesquels les stratégiques terres rares, des ressources halieutiques migrant vers le Nord du fait du réchauffement des mers et des océans, ainsi que l'eau, stratégique sur le long terme, dont environ 10% des réserves mondiales se trouvent au Groenland) et le développement des routes maritimes arctiques (le nombre de transits est à ce jour limité, en comparaison aux routes maritimes traditionnelles du commerce international, mais la route empruntant le passage du Nord-Est et longeant la Russie s'apparente à un accélérateur de la mondialisation, de par la réduction considérable des distances entre Asie et Europe qu'elle engendre) s'en trouvent facilités. »³⁰

Mais c'est bien l'environnement fragile de cette zone qui risque de faire les frais de cette exploitation forcenée des ressources naturelles, en complète contradiction avec les grands discours sur la protection de la planète.

Ces changements climatiques et les conséquences sur nos sociétés provoquent également des exodes qui eux-mêmes, deviendront source de tensions.

Selon l'ONU, d'ici 2050, il y aura 250 millions de réfugiés climatiques, toute chose étant égale par ailleurs. Rien que pour la période 2011-2014, près de 84 millions de gens ont dû fuir leur zone d'habitat à cause des dérèglements climatiques. Les inondations représentant la première cause de ces exodes, devant les séismes et les inondations. Souvenons-nous qu'en 2014, le typhon Rammasum a déplacé quelque 628.000 Chinois et 2,99 millions de Philippins.

L'Europe demeure actuellement moins touchée que des régions d'Asie ou d'Afrique, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'en subit pas les effets : sécheresse en Espagne, montée des eaux en Hollande, disparition de la ville de Venise... Autant de signes inquiétants pour le Vieux Continent.

L'accroissement du nombre de déplacés climatiques ira donc de pair avec l'augmentation de l'intensité et de la fréquence de certaines phénomènes, au départ, naturels, intensité directement liée aux

³⁰ Damien Degeorges : « Le changement climatique redessine les relations internationales », in « Le Monde », 28/04/2016.

chamboulements climatiques. Or, rien n'est légalement prévu pour ce genre nouveau de réfugié : « *Difficile, donc, sans statut international, de fournir l'asile à ces déplacés du climat. Difficile, également, de leur affecter une aide financière. Les réfugiés climatiques ne peuvent pas, pour l'heure, compter sur le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), qui dépend des Nations Unies. Ce dernier dispose d'un budget de plus 5 milliards de dollars annuel pour accompagner les réfugiés dans le monde et aider les pays hôtes à les accueillir. Mais faute de statut, les exilés climatiques ne font pas encore partie de ses prérogatives.* »³¹

Nul doute que des facteurs multiples vont également provoquer d'importants mouvements de populations, chassées à la fois par la guerre, les changements climatiques et la pauvreté. Les trois éléments demeurant indissociables.

Réflexion transversale : les gentils et les méchants

Trop souvent, une partie du monde politique se limite à une lecture simpliste, voire binaire, des grands conflits, favorisant par là les stéréotypes clivants au sein des populations, comme le rappelait l'ancien ministre libanais Georges Corm : « *Peu de journalistes ou d'universitaires se préoccupent de maintenir un cadre d'analyse de politologie classique, qui prenne en compte les facteurs démographiques, économiques, géographiques, sociaux, politiques, historiques et géopolitiques, mais aussi l'ambition des dirigeants, les structures néo-impériales du monde et les volontés de reconnaissance de l'influence de puissances régionales. En règle générale, la présentation d'un conflit fait abstraction de la multiplicité des facteurs qui ont entraîné son déclenchement. Elle se contente de distinguer des « bons » et des « méchants » et de caricaturer les enjeux. Les protagonistes se verront désignés par leurs affiliations ethniques, religieuses et communautaires, ce qui suppose une homogénéité d'opinions et de comportement à l'intérieur des groupes ainsi désignés.* »³²

Pourquoi cette simplification abusive ? Plusieurs explications peuvent se superposer :

- les médias sont chaque jour davantage soumis à des pressions de type économique : l'information spectacle devient la règle, comme la simplification : « *Or dans les grands médias de masse, ceux-là même qui détiennent un « monopole de fait sur la formation des cerveaux d'une partie importante de la population », la valeur démocratique de l'information semble être bel et bien supplantée par sa valeur marchande, avec pour effet certaines conséquences non négligeables sur le traitement de l'information : « faitdiversification », accent mis sur l'émotionnel, le sensationnel et le divertissement, « peopleisation » des questions politiques, analyses et informations structurelles délaissées au profit d'une vision simpliste de la réalité...*

³¹ Giff Johnson : « COP 21 : les réfugiés climatiques, éternels oubliés du droit ? », dépêche AFP, 30/11/2015.

³² Georges Corm : op.cit.

Comme le soulignait Jean-Jacques Jaspers, lors du Festival des Libertés 2003, ces caractéristiques du populisme médiatique, ont non seulement des conséquences sur la décision politique, mais ont également des effets importants sur la perception qu'a la société d'elle-même. »³³

- Certaines formations politiques tirent parti de ces approches simplistes pour favoriser leurs propres visions internes. L'extrême droite européenne est d'ailleurs passée maître dans l'art de la récupération de ce sujet. Marine Le Pen déclarait d'ailleurs : « *Moi, j'ai vu les images des clandestins qui descendaient, qui étaient emmenés en Allemagne de la Hongrie, etc. Eh bien, sur l'ensemble de ces images, il y a 99% d'hommes*. (...) Or, moi je pense que des hommes qui quittent leur pays pour laisser leur famille là-bas, ça n'est pas pour fuir la persécution. C'est évidemment pour des raisons économiques »³⁴.

Traduction libre : ils viennent pour profiter de notre richesse et ne sont nullement des réfugiés.

L'équation populiste demeure donc assez simple : migrants = profiteurs = suppôts du terrorisme. Malheureusement, ça fonctionne au niveau de l'Union européenne qui s'enferme dans la peur et dans ses frontières.

- Ces options favorisent également un parti pris marqué au niveau des relations qu'un pays peut entretenir au niveau international. Marine Le Pen, décidément intarissable, ne craint aucune contradiction en la matière en 2015, elle déclarait son soutien au régime syrien présenté comme seul rempart contre Daech : « *Le réel, c'est que Bachar el Assad dirige la Syrie aujourd'hui, il dirige une armée, et il n'y a pas d'autre moyen si on veut éradiquer l'Etat islamique que de s'associer dans le cadre d'une large coalition avec Bachar el Assad pour pouvoir mener à bien ce processus d'élimination de l'Etat islamique* ». C'est la même personne qui déclarait également qu'elle était opposée à toute forme d'intervention... en Syrie³⁵. Cherchez l'erreur...

En guise de conclusion

Ce trop rapide tour d'horizon des tensions géopolitiques n'a d'autre but que de montrer la complexité de situations internationales qui sont le plus souvent multifactorielles et donc difficiles à cerner. Face à cette complexité, la tentation est grande de céder aux sirènes de la simplification à outrance. Il est tellement plus facile de croire que les drames syriens sont uniquement le fruit de luttes de clans ou encore d'affrontements inter-religieux ; tellement plus « rassurant » de s'imaginer l'Afrique comme un

³³ Sophie Léonard : « La logique médiatique fabrique-t-elle de l'uniformité ? » in « Antipodes », 20/06/2008.

³⁴ Sur les ondes de RMC, le 08 septembre 2015 - <http://rmc.bfmtv.com/emission/marine-le-pen-sur-rmc-les-maires-fn-n-accueilleront-pas-de-refugies-913041.html>

³⁵ Sur les ondes de BFM TV, le 03 septembre 2013 - https://www.youtube.com/watch?v=Z8SFs4ogJ_M

territoire peuplé de gens incapables d'accéder à la démocratie ; tellement « confortable » de voir le monde au travers de prismes qui dédouanent trop souvent nos pays, dits civilisés, de leur part de responsabilité dans ces tensions.

La simplification tue aussi : l'islamophobie est nourrie de ce genre de postures intellectuelles binaires, exploitées par certains groupes terroristes qui ont bien compris que faire sauter des bombes à Paris ou Bruxelles fera encore grandir un sentiment de méfiance entre communautés ; sentiment de méfiance nourrissant lui-même ostracisme et exclusions diverses qui amèneront de nouveaux candidats au « martyr ». La haine attise la haine.

Reste que, comme évoqué ci-avant, notre intérêt pour la géopolitique est assujéti à nos préoccupations territoriales : l'Europe s'intéressera vraiment au conflit syrien à partir de fin 2014, alors que ce dernier a débuté en 2011...

Quant aux tensions en Ukraine, elles furent sous le feu (c'est le cas de le dire...) de l'actualité au plus fort des combats. Mais, depuis les fragiles accords de paix de 2015, le pays n'occupe plus le devant de l'actualité, alors que sur le terrain, le danger demeure.

Les différents conflits du Moyen-Orient ont également des répercussions sur nos sociétés. Il y a bien sûr la terrible face visible avec le terrorisme, comme le montrait une récente enquête : « 50 % des Belges interrogés considèrent que « fermer les frontières aux réfugiés est vraiment une bonne mesure pour empêcher les terroristes de frapper en Belgique ».

De même, pour un Belge sur deux, l'équation « réfugié = musulman = terroriste » n'a rien d'une aberration, que du contraire. Dans le même ordre d'idée, près de quatre Belges sur dix estiment que la communauté musulmane est « plutôt complice » de ces actes terroristes »³⁶.

On peut encore voir de manière assez claire l'influence que les événements internationaux peuvent avoir sur la diaspora de tel ou tel Etat présente sur un territoire donné.

Bien moins évidente mais plus insidieuse, demeure l'influence de la vision des tensions géopolitiques sur les mentalités. La méfiance vis-à-vis de l'Islam s'est nourrie dans des pays comme la Belgique de grilles de lecture des événements extérieurs accréditant la thèse du « choc des civilisations », tout en mettant en exergue les différences culturelles et religieuses comme « moteurs » des conflits internes et externes. Mais cette théorie clivante n'est-elle pas le moyen le plus sûr de créer et renforcer des antagonismes ? La question prend toute son urgence dans le climat actuel.

³⁶ Elodie Blogie : « Terrorisme : un Belge sur 2 veut la fermeture des frontières », in « Le Soir », 01/04/2016

AJOUT DE L'AUTEUR EN NOVEMBRE 2016

APRES L'ELECTION DE DONALD TRUMP A LA PRESIDENCE DES ETATS-UNIS

Trump : le saut dans le vide ?

Nul ne sait ce que l'accession au pouvoir de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis va amener comme modifications des rapports géopolitiques dans le monde.

Une chose est certaine par contre : plus rien ne sera comme avant.

-Tout d'abord, cet homme imprévisible se trouve à la tête de l'arsenal militaire nucléaire le plus puissant du monde. C'est plus qu'inquiétant et rappelle les pires heures de la guerre froide.

-Ensuite, son isolationnisme affiché pourrait l'amener à remettre en cause bon nombre d'accords internationaux tels que l'accord climat (COP 21), l'accord nucléaire avec l'Iran,...

-La position de l'Otan en Europe pourrait être revue à la baisse, Donald Trump trouvant en effet que cette participation coûte trop cher aux Etats-Unis.

-Si des rapprochements sont attendus avec la Russie de Poutine, quid des relations futures avec la Chine qui, ne l'oublions pas, détient une partie de la dette américaine ? Dans ces conditions, les Etats-Unis pourront-ils imposer des barrières douanières et tarifaires à ce puissant partenaire ?

-Et si, finalement, cette catastrophe potentielle pouvait se transformer en opportunité pour l'Union européenne ? Cette dernière étant forcée de se redéfinir face à des Etats-Unis de plus en plus tentés par le repli.

Glossaire

Chiïtes

A sa mort en 632, le Prophète n'avait pas désigné de successeur. Deux camps s'affrontent. Les futurs chiïtes choisissent Ali, le jeune cousin et gendre du Prophète au nom des liens du sang. Chez les chiïtes, le clergé est très hiérarchisé et au centre de la communauté.

Choc des civilisations

Concept élaboré dans les années 1990 par Samuel Huntington. Selon lui, les conflits ont changé de nature à la fin du 20e siècle. Les idéologies sont mortes avec la chute de l'URSS ; resteraient alors les civilisations. Elles vont désormais s'opposer pour la domination de la planète. Le critère du conflit n'est plus idéologique mais culturel, les religions représentant l'élément de base des civilisations.

On s'en doute, cette théorie est régulièrement ressortie pour soi-disant justifier une lutte contre un « Islam conquérant ».

Daech

Daech est l'acronyme arabe de Dowlat al-Islamiyah f'al-Iraq wa Belaad al-sham, comprenez l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Créée en 2004, au lendemain de l'intervention américaine en Irak, l'organisation jihadiste est née sous les traits d'Al Qaeda en Mésopotamie. En 2006, elle englobe plusieurs groupes d'insurgés.

Aujourd'hui, bon nombre d'hommes politiques préfèrent utiliser ce terme plutôt qu'Etat islamique ; ce dernier donnerait une « légitimité » à une entité non-reconnue internationalement.

Etat islamique

Le groupe Etat islamique (EI) est un Etat non reconnu internationalement qui se revendique comme un califat. Il s'étend entre la Syrie et l'Irak et dit vouloir s'octroyer une autorité sur seize provinces des deux pays. Il a établi sa capitale à Raqqa, en Syrie. Ce mouvement islamiste ultra-radical sunnite est né en juillet 2014 après le changement de nom de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL).

Depuis le début de l'année 2016, ses pertes territoriales sont très importantes et on peut douter de sa pérennité sur un plan militaire.

Immigrant (ou migrant)

Celui qui est en train d'immigrer ou qui vient d'immigrer.

Immigré

Une personne qui est établie dans un pays par voie d'immigration.

Immigration

Action d'immigrer, de séjourner de manière durable ou définitive dans un pays étranger.

Jihadisme

Le terme de jihad (effort en arabe) revêt deux sens. Pour faire court : le premier, qualifié de grand jihad (ou jihad majeur), recouvre l'ensemble des efforts auxquels doit se soumettre le croyant pour se rapprocher de Dieu ; le second, dit petit jihad (ou jihad mineur), est un effort de guerre visant à défendre l'Islam.

Par abus de terme et de langage, le jihad ou jihadisme englobe tout groupe lié à l'islamisme radical qui utilise la violence contre ses ennemis. On est bien loin du combat intérieur...

Realpolitik

Stratégie politique qui s'appuie sur le possible, négligeant les programmes abstraits et les jugements de valeur, et dont le seul objectif est l'efficacité (Larousse). Comportement qui fait passer au second plan les considérations de doctrine, de principe ou de morale. Un « principe » qui guide généralement les grandes puissances sur l'échiquier politique mondial.

Réfugié

Une personne qui, par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. (Convention de Genève du 28 juillet 1951).

Sunnites

Pour succéder à Mahomet, les futurs sunnites choisissent Abou Bakr, pour respecter les traditions tribales. Ils sont majoritaires et auront le dernier mot. Ils forment aujourd'hui près de 90% des musulmans.

Terrorisme

Si on se réfère aux définitions courantes, on trouve .notamment la référence à un crime contre la vie humaine en violation des lois (nationales ou internationales) y implique à la fois la distinction entre civil et militaire (les victimes du « terrorisme » sont supposées être civiles) et une finalité politique (influencer ou changer la politique d'un pays en terrorisant sa population civile. Cependant, le terme est régulièrement utilisé pour discréditer certaines luttes (résistants en 40-45, résistance palestinienne...)
